

**Point de presse de la porte-parole -
Ancienne République yougoslave de
Macédoine/Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian avec son
homologue - République
centrafricaine/Attaque contre la
MINUSCA - Climat/Ratification
par la France de l'amendement de
Kigali au protocole de Montréal
relatif à des substances
appauvrissant la couche d'ozone -
Niger - Irak - Guinée - Tourisme
(Paris, 04 avril 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Ancienne République yougoslave de Macédoine - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue (Paris, 4 avril 2018)

M. Jean-Yves Le Drian reçoit le 4 avril M. Nikola Dimitrov, ministre des affaires étrangères de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine.

L'entretien permettra de travailler au renforcement de nos relations bilatérales, notamment sur le plan économique et dans les domaines de la sécurité et de la francophonie. Les ministres évoqueront notamment le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, qui donnera lieu à des commémorations communes dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, sur le territoire de laquelle près de 20.000 soldats français du front d'Orient sont tombés.

Les échanges permettront de marquer le soutien de la France aux réformes engagées par le gouvernement dans le cadre du rapprochement de l'ARYM avec l'Union européenne et de rappeler l'importance du renforcement de l'Etat de droit. Ils permettront également de travailler à la préparation du sommet UE-Balkans occidentaux qui se tiendra le 17 mai à Sofia.

M. Jean-Yves Le Drian évoquera enfin les enjeux de la coopération régionale et du bon voisinage dans les Balkans occidentaux et marquera notre soutien aux discussions en cours entre la Grèce et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine à propos du différend relatif au nom de cette dernière, pour parvenir à une solution mutuellement acceptable.

2 - République centrafricaine - Attaque contre la MINUSCA (3 avril 2018)

La France condamne l'attaque perpétrée le 3 avril contre la MINUSCA dans la localité de Tagbara (près de Bambari), qui a fait un mort et onze blessés parmi les casques bleus mauritaniens.

Nous présentons nos condoléances à la famille du casque bleu décédé et aux autorités mauritaniennes, ainsi que nos vœux de rétablissement aux blessés.

La France réitère son plein soutien à l'action menée par la MINUSCA, qui évolue dans un contexte difficile et paie un lourd tribut dans l'accomplissement de sa mission. Elle rappelle que les attaques contre les casques bleus peuvent constituer des crimes de guerre et appelle à ce que les responsables soient traduits en justice.

La France exprime en outre sa forte préoccupation à la suite de la découverte par la MINUSCA des corps de 21 civils dans la même localité et appelle à faire toute la lumière sur les circonstances de ce drame.

Ces violences contre les casques bleus et les civils confirment la nécessité de progresser rapidement dans la mise en oeuvre de la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation adoptée le 17 juillet 2017 à Libreville, en vue d'aboutir au désarmement effectif des groupes armés.

3 - Climat - Ratification par la France de l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances appauvrissant la couche d'ozone (29 mars 2018)

La France est devenue le 29 mars le trente-et-unième Etat à ratifier l'amendement de Kigali au protocole de Montréal relatif à des substances appauvrissant la couche d'ozone.

L'objectif de cet amendement, adopté à Kigali le 15 octobre 2016, est d'intégrer les hydrofluorocarbures - puissants gaz à effet de serre principalement utilisés dans la réfrigération et la climatisation - dans le champ du protocole de Montréal entré en vigueur le 1er janvier 1989.

En fixant un calendrier de réduction de la consommation et production des hydrofluorocarbures, l'amendement de Kigali devrait permettre d'éviter environ 72 milliards de tonnes équivalent CO₂ d'ici 2050 et une augmentation des températures de près de 0,5°C due aux hydrofluorocarbures d'ici 2100. Il contribuera ainsi pleinement à la mise en oeuvre de l'accord de Paris.

L'approbation de cet amendement, dont les obligations sont déjà couvertes par notre droit national, y compris nos obligations découlant du droit européen, réaffirme l'engagement ambitieux et constant de la France dans la lutte contre les changements climatiques et pour la protection de l'environnement.

L'amendement de Kigali entrera en vigueur le 1er janvier 2019.

4 - Niger

Q - Depuis quelques jours, le Niger traverse de vives tensions sociales qui ont franchi un cran supplémentaire avec l'arrestation la semaine dernière de plusieurs figures de la société civile, des défenseurs des droits de l'Homme ainsi que la fermeture d'une chaîne de télévision privée et la confiscation de la carte de presse d'une journaliste qui couvrait une manifestation. Quelle est votre réaction à la situation socio-politique ainsi créée ?

R - Nous constatons que des procédures judiciaires ont été engagées.

Le soutien à l'Etat de droit est l'un des axes importants de notre dialogue politique et du cadre bilatéral de coopération franco-nigérien, signé entre nos deux gouvernements en février 2017.

5 - Irak

Q - Pouvez-vous nous confirmer si Melina Boughedir, qui devait rentrer en France, sera finalement jugée en Irak pour terrorisme après que la justice irakienne a fait appel de sa condamnation à 7 mois de prison ? Que prévoit de faire la France si la jeune femme est effectivement rejugée en Irak pour terrorisme où elle risque la peine de mort ?

R - Comme vous le savez, Mme Boughedir est détenue en Irak où elle fait l'objet d'une procédure judiciaire. Nous ne disposons pas d'information officielle sur le point que vous mentionnez.

La France est opposée à la peine de mort en tous lieux et en toutes circonstances.

6 - Guinée

Q - Le président Alpha Condé a rencontré lundi le chef de l'opposition. Est-ce pour vous l'amorce d'une décrispation politique en Guinée ?

R - La rencontre qui s'est déroulée le 2 avril entre le président Alpha Condé et M. Cellou Dalein Diallo, président de l'Union des forces démocratiques de Guinée et chef de file de l'opposition, est un pas important pour trouver une issue rapide au différend issu des élections locales du 4 février.

La France soutient sans réserve les appels au dialogue et à la concertation, ainsi que la mission

qui a été confiée au comité de suivi du dialogue politique pour élaborer des propositions.

7 - Tourisme

Q - Pourriez-vous fournir les dernières chiffres sur le tourisme en France - notamment combien de touristes étrangers ont visité la France l'année dernière ? Vu que certains autres gouvernements donnent les conseils aux voyageurs concernant la grève chez la SNCF, est-ce que le gouvernement français craint que les perturbations puissent avoir un impact sur le tourisme ? Est-ce que le gouvernement prend les mesures pour limiter un tel impact ?

R - L'année 2017 a confirmé la forte reprise de la fréquentation touristique internationale sur le territoire français avec un record de près de 89 millions de visiteurs étrangers. La fréquentation internationale des hébergements collectifs (hôtels, campings et meublés) progresse de 6,8%, à 132,7 millions de nuitées, avec des évolutions significatives selon les nationalités et le retour remarqué de certaines clientèles, notamment en provenance d'Allemagne (+9,9%), d'Espagne (+11,3%), d'Italie (+9,2%), des Etats-Unis (+16%), de Chine (+19,3%), du Japon (+22,1%) et de Russie (+32,9%).

Comme l'a rappelé le Premier ministre lors du conseil interministériel du tourisme du 19 janvier dernier, nous avons deux objectifs d'ici 2020, "l'accueil de 100 millions de touristes et une dépense touristique de 50 milliards d'euros".

Pour l'année 2018, il est encore trop tôt pour mesurer l'impact des mouvements sociaux dans les transports. Nous vous renvoyons aux estimations du ministère de la transition écologique, chargé des transports, et de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie./.